

BURKINA

Chassé par la rue, Compaoré abandonne le pouvoir

Le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, confronté à une contestation populaire d'une ampleur sans précédent, a annoncé vendredi qu'il quittait le pouvoir après 27 ans de règne.

«Dans le souci de préserver les acquis démocratiques, ainsi que la paix sociale (...), je déclare la vacance du pouvoir en vue de permettre la mise en place d'une transition», a déclaré M. Compaoré dans un communiqué lu à la mi-journée par une journaliste à la télévision privée BF1.

Cette transition devra «aboutir à des élections libres et transparentes dans un délai maximal de 90 jours», a ajouté M. Compaoré, dont on ignore où il se trouve actuellement.

Au lendemain de violentes émeutes contre le régime et de l'annonce par les militaires qu'ils prenaient le contrôle du pays, des dizaines de milliers de manifestants sont à nouveau descendus vendredi matin dans la rue à Ouagadougou.

Massés sur la place de la Nation, devant l'état-major des armées, ils criaient notamment «Blaise dégage !» et «Kouamé Lougué président». Kouamé Lougué, général en retraite, ancien ministre de la Défense limogé en 2003, bénéficie d'un fort capital de sympathie parmi les contesta-

taires. «Nous sommes en pourparlers avec l'armée pour qu'elle nous garantisse le départ de Compaoré», avait déclaré dans la foule Smokey, un cadre du «Balai citoyen», un mouvement hostile au maintien au pouvoir de Blaise Compaoré.

Pour l'opposition, «toute transition politique à venir doit être conçue, organisée (...) autour des forces de la société civile, et intégrer toutes les composantes de la nation (...), y compris l'armée», selon une déclaration lors d'un point de presse dans la matinée.

«A partir de ce jour, Blaise Compaoré n'est plus au pouvoir», a lancé sous les applaudissements de la foule réunie place de la Nation, peu avant 12h30 -locales et GMT-, le colonel Boureima Farta, hissé sur les épaules de militaires.

L'opposition avait appelé dans la matinée «à maintenir la pression en occupant l'espace public», selon un de ses principaux responsables, Zéphirin Diabré.

«Le préalable à toute discussion relative à toute transition politique est le départ pur et simple et sans



Blaise compaoré.

condition de M. Blaise Compaoré», avait-il insisté lors d'un point de presse dans la matinée.

Printemps burkinabé

C'est l'annonce d'un projet de révision constitutionnelle, qui aurait permis à Blaise Compaoré — arrivé au pouvoir lors d'un putsch en 1987, élu pour deux septennats puis deux quinquennats — de se représenter à la présidentielle en 2015, qui a jeté des centaines de milliers de Burkinabè refusant un «président à vie» dans la rue. Assemblée nationale incen-

diée, télévision publique prise d'assaut, violences en province, appels à la démission du président : le Burkina s'est enflammé jeudi. Cette crise a provoqué l'intervention des militaires, puis du président Compaoré dans la nuit, créant la confusion.

Le chef d'état-major des armées Nabéré Honoré Traoré, dans un communiqué lu par un officier, a annoncé la création d'un «organe de transition», chargé des pouvoirs exécutif et législatif, dont l'objectif est un retour à l'ordre constitutionnel «dans un

délai de douze mois». Le président Blaise Compaoré, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1987, s'était ensuite exprimé sur une télévision privée dans la nuit, assurant avoir «compris» le message de la population mais excluant toute démission.

Il évoquait simplement sa disponibilité pour «ouvrir des pourparlers» pour «une période de transition» à l'issue de laquelle il «transmettra le pouvoir au président démocratiquement élu».

Le bilan des troubles reste pour le moment incertain. Deux opposants ont fait état d'une trentaine de morts et plus de 100 blessés. L'AFP n'a pu confirmer que quatre morts et six blessés graves dans la capitale. Les opposants se prenaient ces derniers jours à rêver d'un renversement du régime, longtemps considéré comme l'un des plus stables de la région.

Un «printemps noir au Burkina Faso, à l'image du printemps arabe», lançait mercredi l'opposant Emile Pargui Paré, au lendemain de manifestations monstres qui avaient vu des centaines de milliers de personnes — un million, selon l'opposition — descendre dans la rue à Ouagadougou pour dénoncer un «coup d'Etat constitutionnel».

Le cas burkinabé, un avertissement pour les dirigeants africains

Au Burundi, Rwanda, Bénin, Congo... plusieurs présidents africains sont accusés de vouloir, comme Blaise Compaoré, s'accrocher au pouvoir en modifiant leurs Constitutions. Mais les émeutes provoquées par les ambitions du dirigeant burkinabé, finalement chassé du pouvoir, devraient leur servir d'avertissement, estiment des analystes.

«Ce qui se passe au Burkina est un cas d'école», résume David Zounmenou, chercheur à l'Intitute for Security Studies, estimant que si Blaise Compaoré avait réussi à faire «passer l'amendement constitutionnel», alors les dirigeants du «Bénin, du Congo et des autres pays» lui auraient «emboîté le pas».

Mais c'est aussi «un avertissement, à la fois pour les régimes vieillissants et pour ceux qui essaient de se maintenir au pouvoir au-delà des limites constitutionnelles», poursuit Thierry Vircoulon, de l'International Crisis Group.

Ni le Burundais Pierre Nkurunziza, ni le Rwandais Paul Kagame, ni le Béninois Thomas Boni Yayi, ni Joseph Kabila en République démocratique du Congo ni encore Denis Sassou-Nguesso au Congo-Brazzaville n'ont publiquement déclaré leurs intentions de briguer des mandats au-delà des limites constitutionnelles.

Certains, comme Thomas Boni Yayi, nient même. Mais la plupart entretiennent le doute, tout en préparant le terrain par des voies détournées. Au Rwanda, le débat sur un maintien de Paul Kagame au pouvoir a été lancé par trois petits partis proches du pouvoir.

Au Burundi, une réforme ouvrant la voie à un troisième mandat de Pierre Nkurunziza a été retoquée, mais ses proches estiment qu'il

pourrait se représenter sans même changer la Constitution, car il n'avait pas été élu au suffrage universel pour son premier mandat.

En RDC, l'opposition redoute que le pouvoir n'utilise une révision constitutionnelle sur des questions secondaires — l'élection des députés provinciaux — pour préparer une nouvelle campagne de Joseph Kabila en 2016.

Pour tous ces dirigeants, la question se posera quoi qu'il arrive rapidement : les élections sont prévues en 2015 au Burundi, en 2016 au Bénin, en RDC et au Congo Brazzaville, en 2017 au Rwanda.

Entre ces pays et le Burkina Faso, il y a des différences — des dirigeants pas forcément «au pouvoir depuis aussi longtemps» — et des similitudes — «des divisions au sein du pouvoir, clairement des militaires qui ne sont pas totalement alignés derrière le président» —, poursuit M. Vircoulon.

Peu doutent que MM. Kagame ou Sassou-Nguesso «parviendraient à changer les règles pour rester au pouvoir», estime Paul Melly, du Chatham House. Mais dans des pays comme la RDC ou le Burundi, où le pouvoir est moins fort et la société civile «donne de la voix», l'entreprise serait plus risquée pour MM. Nkurunziza et Kabila, poursuit-il.

Pour M. Vircoulon, la tournure que prendront les événements dans tous ces pays dépendra beaucoup de l'état d'esprit des populations. Et à ce titre, poursuit-il, «l'exaspération de la population est un peu similaire en RDC» et au Burkina Faso.

«Ce qui se passe au Burkina peut donner du courage aux peuples des pays de la région dont les chefs d'Etat veulent modifier la Constitution et donner à réfléchir aux dirigeants», renchérit un responsable onusien au Burundi. Dans les rues de Bujumbura, nombreux étaient d'ailleurs ceux à parler vendredi du «courage du peuple burkinabé». «Les

Burkinabè sont des lions, ils viennent de faire honneur à Sankara (père de la révolution burkinabé) et à toute l'Afrique», estime un haut cadre burundais, membre... du parti au

pouvoir. «C'est un exemple qui devrait nous inspirer ici au Burundi car le président veut faire la même chose que Compaore».

Pour M. Zounmenou, il reviendra d'autant plus aux «citoyens de prendre leurs responsabilités» que les institutions régionales ne jouent pas leur rôle de garde-fou.

L'Union africaine, dont les règles sanctionnent pourtant les changements constitutionnels à des fins de maintien au pouvoir, n'a par exemple jamais pu stopper la révision constitutionnelle orchestrée par le Sénégalais Abdoulaye Wade pour se représenter en 2012, rappelle-t-il. Le dirigeant avait finalement été sanctionné, mais par les urnes. En matière d'alternance politique, des pays se démarquent.

Après une série de coup d'Etat, le Ghana n'a plus connu, à partir de 1992, que des élections démocratiques, qui ont porté au pouvoir quatre présidents différents. En Tanzanie, où certes le même parti gouverne depuis les années 1960, un projet de révision constitutionnelle est sur la table, mais qui ne permettra pas un troisième mandat au président Jakaya Kikwete.

Mais avant le Burkina Faso, d'autres pays avaient à l'inverse aussi vu leurs leaders prolonger leur vie politique au-delà des limites initialement permises : Djibouti, Tchad, Cameroun, Angola, Ouganda, Algérie, Togo...

«L'Afrique est le continent où on parle d'Ebola, de maladies, de chefs d'Etat qui tripotent leurs Constitutions pour rester au pouvoir», déplore M. Zounmenou. «Il est temps de changer cela, de mettre en place des structures démocratiques dépersonnalisées pour donner une chance au développement socio-économique».

Blaise Compaoré en fuite ?

Le président burkinabé Blaise Compaoré, contraint à la démission après 27 ans de règne hier vendredi par une contestation populaire sans précédent, a quitté Ouagadougou pour le sud du pays, selon la diplomatie française.

«Il est parti vers le sud. Il est toujours dans le pays. Il va vers Pô», ville proche de la frontière avec le Ghana, a-t-on indiqué à Paris, sans pouvoir dire si l'objectif de l'ex-président est ensuite d'aller vers un autre pays, le Ghana ou la Côte d'Ivoire par exemple.

Pour Paris, Blaise Compaoré devrait pouvoir trouver un point de chute assez facilement, n'étant pas mis au ban de la communauté internationale. L'ex-chef d'Etat n'a pas demandé à se réfugier en France et la question d'un tel exil n'est pas d'actualité, ajoute-t-on de même source.

Après l'annonce du chef d'état-major des armées burkinabé, le général Honoré Traoré, qu'il assumait les responsabilités de chef d'Etat, les autorités françaises espèrent que la médiation tripartite ONU-Union africaine-Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) permettra «aux différents acteurs de se parler».

Si l'annonce du chef militaire devait être confirmée par le Conseil constitutionnel, il s'agirait alors d'un «coup d'Etat» qui entraînerait une «mécanique de sanctions qui vont pénaliser la population», estime-t-on à Paris, en souhaitant que cette perspective ne se réalise pas.

La Constitution burkinabé prévoit en cas de démission du président un intérim par le président de l'Assemblée nationale, dissoute par l'armée jeudi après l'incendie du Parlement par les émeutiers. Le sort de ce dignitaire restait inconnu vendredi en milieu de journée.